

**16.** Selon le choix fait entre les deux possibilités prévues à l'article 12, la communauté doit prévoir que la proportion établie en vertu de l'article 13 sert à multiplier :

1° soit la proportion établie en vertu de l'article 14 ;

2° soit la somme que l'on obtient en additionnant les parties, déterminées conformément au deuxième alinéa, des proportions établies en vertu des articles 14 et 15.

Dans le cas prévu au paragraphe 2° du premier alinéa, la communauté doit fixer deux pourcentages dont la somme est 100 % et qui, appliqués respectivement à l'une et l'autre des proportions visées à ce paragraphe, déterminent la partie de chacune qui est prise en considération aux fins de l'addition prévue à celui-ci.

**17.** Outre la répartition prévue à la présente section et le versement prévu au deuxième alinéa de l'un ou l'autre des articles mentionnés à l'article 1, la communauté peut prévoir qu'elle utilise la somme représentée par l'ensemble des contributions ou la partie qui en reste après telle répartition ou tel versement, selon le cas, pour financer des dépenses de fonctionnement relatives à des équipements, des infrastructures, des services ou des activités à caractère métropolitain, sauf aux équipements mentionnés à l'annexe V de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

#### SECTION IV DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

**18.** Le troisième alinéa de l'article 9 est inopérant lors des deux premiers exercices financiers pour lesquels s'applique le programme.

**19.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

38608

### Projet de règlement

Loi sur la qualité de l'environnement  
(L.R.Q., c. Q-2)

#### Qualité de l'atmosphère — Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), que le Règlement modifiant le Règlement sur la qualité de l'atmosphère

dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à substituer aux normes d'émissions de composés organiques volatils applicables aux établissements de peintures, d'encre ou d'adhésifs des normes d'équipements et de procédés efficaces pour limiter les émissions et qui seront d'application plus facile.

À cette fin, ce projet de règlement étend aux établissements de fabrication de peintures, d'encre ou d'adhésifs le régime qui s'applique déjà aux établissements de fabrication de solvants organiques. Il prescrit par ailleurs des normes minimales d'équipements et de procédés au regard de la conception des cuves et des broyeurs à dispersion servant au mélange des ingrédients qui entrent dans la fabrication de ces produits ainsi qu'au regard de l'utilisation de ces cuves.

L'impact de ce projet de règlement sur les entreprises œuvrant dans le domaine de la fabrication des peintures, des encre ou des adhésifs sera principalement de les obliger à modifier ou à réparer les couvercles de cuves qui ne présentent pas une étanchéité suffisante et dans certains cas, à remplacer ceux qu'il n'est pas possible ou avantageux de réparer ou de modifier.

Ce projet aura également pour impact d'obliger les entreprises à s'assurer que leur main-d'œuvre porte une attention plus grande à l'opération des cuves.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Martin Lecours, Direction des politiques du secteur industriel, ministère de l'Environnement, édifice Marie-Guyart, 9<sup>e</sup> étage, boîte 71, 675, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5V7, au numéro de téléphone (418) 521-3950, poste 4973, par télécopieur au numéro (418) 646-0001 ou par courrier électronique à martin.lecours@menv.gouv.qc.ca

Toute personne ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 60 jours, au ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau et ministre de l'Environnement, édifice Marie-Guyart, 30<sup>e</sup> étage, 675, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5V7.

*Le ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau  
et ministre de l'Environnement,*  
ANDRÉ BOISCLAIR

## Règlement modifiant le Règlement sur la qualité de l'atmosphère

Loi sur la qualité de l'environnement  
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, par. *a, c et d*)

**1.** L'article 14 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère<sup>1</sup> est modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *a*, de ce qui suit : « ou de peintures, d'encre ou d'adhésifs qui en contiennent » ;

2° par la suppression du paragraphe *b*.

**2.** Ce même règlement est modifié par l'insertion, après l'article 14, des suivants :

« **14.1** L'exploitant d'un établissement de fabrication de peintures, d'encre ou d'adhésifs est tenu de s'assurer que les cuves servant au mélange des ingrédients sont munies de couvercles en bon état de fonctionnement et conformes aux caractéristiques suivantes :

1° le pourtour des couvercles doit dépasser d'au moins 1,3 cm le rebord extérieur de la cuve ou les couvercles doivent être fixés au rebord de la cuve ;

2° les couvercles doivent être en contact étroit avec le rebord de la cuve sur au moins 90 % de leur circonférence ;

3° les couvercles, lorsqu'ils sont munis d'une fente pour permettre l'insertion de l'arbre d'un agitateur, doivent permettre un dégagement de l'arbre qui n'excède pas 2,5 cm.

En outre, il doit s'assurer que les cuves sont tenues fermées, sauf le temps nécessaire pour permettre leur remplissage ainsi que le prélèvement d'échantillons.

**14.2** L'exploitant d'un établissement visé à l'article 14.1 est également tenu, dans le cas où les équipements de production sont équipés de broyeurs à dispersion, de s'assurer que ces derniers sont munis de cribles totalement clos de façon à empêcher les émissions de composés organiques. ».

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour suivant la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception de l'article 2 qui entrera en vigueur le cent quatre-vingtième jour suivant la date de cette publication.

38609

<sup>1</sup>Les dernières modifications au Règlement sur la qualité de l'atmosphère (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.20) ont été apportées par le règlement édicté par le décret n° 492-2000 du 19 avril 2000 (2000, *G.O.* 2, 2670). Pour les modifications antérieures voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2002, à jour au 1<sup>er</sup> mars 2002.